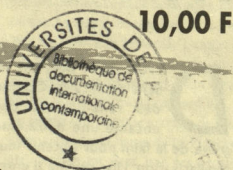


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
6 au 12 février 1997



Debré et Le Pen veulent faire condamner le Monde libertaire

LE FRONT NATIONAL: Le 16 mai 1996 paraissait dans le *Monde libertaire* un dessin signé Lasserpe. Il représentait un « bonhomme, un pistolet à la main ». Ce dessin était accompagné d'une légende: « 28% des Français approuvent les idées du Front national, la maladie de la vache folle fait des ravages, faut abattre le troupeau... Vite. »

Après instruction, le directeur de publication est accusé « de provoquer directement des atteintes volontaires à la vie d'adhérents du Front national, lesdites provocations n'ayant pas été suivies d'effet ».

Le procès aura lieu le lundi 17 février à 13 h 30 (17^e chambre correctionnelle de Paris).

Le ministre de l'Intérieur a porté plainte pour un billet d'humeur signé « L'Atèle » et intitulé « L'orphelinat », paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996. Ledit billet évoquait les suicides de policiers. Notre journal est accusé de:

- Diffamation publique envers les fonctionnaires de la police nationale. « Il est vrai que leur père aura eu le tort de ne risquer sa peau au service de ceux qui ont tout, en réprimant ceux qui n'ont rien »;

- apologie du crime: « Il conviendrait sans doute plutôt de remercier tous ceux qui en supprimant ces enfants d'un cadre de vie délétère, entre Le Pen et Kronenbourg »;
- injures publiques envers des fonctionnaires de la police nationale: « parents douteux ».

Une première convocation de la 17^e chambre correctionnelle a eu lieu fin janvier 1997. Le procès du directeur de publication du *Monde libertaire* aura lieu au printemps 1997 (certainement entre avril et juin). Les jugements seront rendus plus tard.

Que veulent ces messieurs ?

Il est clair que pour les tenants de l'ordre social, la disparition d'un hebdomadaire anarchiste est toujours une bonne nouvelle (pas pour la liberté!).

Pour arriver à leurs fins, le ministre et le sinistre ne demanderont pas l'interdiction pure et simple du journal. Ils exigeront de fortes amendes, espérant ainsi nous couler financièrement sans encourir l'accusation d'atteinte à la liberté de la presse. Le *Monde libertaire* devra donc mener

La prison est une imposture politique

Faut-il abolir la prison et fermer les asiles? Le mouvement libertaire n'a eu de cesse de dénoncer les enfermements et de faire craquer ces murs de la honte. Il n'y a guère de semaines sans que notre journal ne se fasse l'écho des réflexions et des luttes de ceux qui veulent que disparaissent ces lieux d'exclusion, de censure et de destruction. Nous vous proposons cette semaine un entretien avec un autre ex-taulard, Jacques Lesage de La Haye, qui intervient particulièrement ici sur les alternatives aux enfermements.

Jacques Lesage de La Haye a passé onze ans et demi en prison. Il a 30 ans quand il sort de la centrale de Caen et mettra treize ans à se reconstruire de ses « années mortes ». Depuis, Lesage de La Haye a fait de la route mais dans chacun de ses pas (son boulot de psychologue, ses cours à la fac, ses livres, ses émissions sur *Radio Libertaire*, ses engagements aux côtés des prisonniers ou à la Fédération anarchiste), il y a cette volonté farouche un jour, le mot « enfermement » soit banni du vocabulaire.

Le Monde Libertaire: Jacques Lesage de La Haye, est-ce que vous pensez qu'il faut abolir la prison ?

Jacques Lesage de La Haye: Je pense qu'il faut abolir la prison parce qu'il s'avère qu'elle crée des souffrances inutiles et que par ailleurs, en ce qui concerne l'exemple et la dissuasion, elle a fait la preuve de son incompétence.

M.L.: C'est-à-dire ?

J.-L.D.L.H.: C'est-à-dire que quand on met des gens en prison, on imagine qu'on va dissuader d'autres coupables potentiels. Or, on s'aperçoit que, comme la peine de mort, elle n'a jamais dissuadé personne. Et d'un autre côté, quand on dit qu'elle doit permettre que les gens s'améliorent pour ensuite s'insérer dans la société parce qu'ils auront pris conscience que ce qu'ils ont fait était inacceptable, et bien c'est encore un échec puisque sur la grande moyenne des populations carcérales, on est à 60-70% de récidivistes. Et plus particulièrement pour les mineurs qui récidivent quand ils sont primaires à environ 50%. A partir du moment où ils sont récidivistes, ça monte à 70, voire à 80%, et à 90% quand ils sont multi-récidivistes. Donc, tout ça montre bien que ça n'est pas très efficace. Une des meilleures preuves qu'on puisse donner, c'est que dans une société comme la nôtre, il y a longtemps qu'une entreprise qui fonctionnerait avec un tel taux d'échec serait fermée.

M.L.: Vous avez écrit que la prison était une « Machine à fabriquer des délinquants ». C'est aussi une machine à détruire les individus ?

J.-L.D.L.H.: Ah oui, tout à fait, parce qu'en réalité, l'individu qui est centré sur lui-même, parce qu'il est coupé de la réalité sociale, fonctionne en

monter des désirs de vengeance et de haine car il bien évident que – même s'il y a du tort commis à la société – dans les faits, l'individu se voit peu à peu mourir moralement et psychiquement, et s'il est déjà mort socialement en plus, il arrive à un stade où il est tellement dans la haine et dans la vengeance qu'il n'a plus rien à voir avec un individu en liberté. Quand il va sortir, il sera comme un martien, complètement déphasé, chargé comme une bombe et prêt à exploser, ce qui du reste explique la récidive. Et personnellement, je ne vois vraiment pas comment un individu qui sort comme ça puisse être quelqu'un qui soit réellement en état de s'insérer dans la société. Il est complètement hors circuit.

M.L.: Vous avez tenté, dans les années 80, de faire avancer notamment les droits des relations affectives et sexuelles en prison. Ça aussi c'est un vrai problème, la répression de la sexualité...

J.-L.D.L.H.: C'était bien avant les années 80 que j'ai commencé à soulever ce problème puisqu'on en parlait déjà au Comité d'Action des Prisonniers dès 1972 et au moment de nos premières plates-formes du CAP, il était inclus le droit au parler... disons aujourd'hui « intime », car le concept a évolué au niveau des mots. Et ●●● page 3

Le Pen/Debré/Le Monde libertaire: une vieille histoire

Ce n'est pas la première fois que ces messieurs s'attaquent à notre journal. En 1990, Article 31, le *Canard Enchaîné* et le *Monde libertaire* ont été poursuivis par le FN pour diffamation. Nous avons publié – ensemble – un article dénonçant certaines « magouilles » du FN. Article 31 et le *Canard Enchaîné* furent condamnés à des amendes. Article 31 ne pouvant pas payer, disparut définitivement.

Quant à la famille Debré, c'est certainement une histoire de gènes anti-anarchistes. En 1971, le groupe FA de la banlieue Sud édité un journal unique et gratuit: *Fais pas le Zouave*. Michel Debré, (l'homme qui inventa l'entonnoir sur la tête), poursuivit Paulo Chenard pour: « diffusion du statut d'objecteur de conscience ».

Que les anarchistes diffusent un texte de loi, c'est déjà original. Mais que Michel Debré, ministre de la Défense les ait poursuivis, on croit rêver!

Une fois encore, nous ne nous laisserons pas faire. Dans une période où l'injustice et les inégalités gagnent du terrain, nous devons – tous ensemble – remettre à leurs véritables places ces personnages et leurs plaintes: à la poubelle.

ISSN 0026-9433 - N° 1070

M 2137 - 1070 - 10,00 F



un double combat: politique et économique.

Le système capitaliste ne tolère la liberté d'expression que pour ceux qui ont de l'argent.

Fédération anarchiste

FP 2520

EDITORIAL

C'est l'histoire d'un mec qui a bossé pendant trente-deux ans pour le théâtre national de Châteauevallon (Var) et qui reçoit une lettre de licenciement parce que Jean-Marie Le Chevalier ne l'agrée pas. J'ignore qui est ce directeur de théâtre et ce qu'il a pu faire pour déplaire au maire FN. de Toulon; mais, ce qui ne fait aucun doute pour moi, c'est qu'au-delà des protestations d'usage qui ne manqueront pas de s'élever de la masse des élus et personnalités de la « gôche » cultivée et mondaine, je doute qu'un mouvement de solidarité se manifeste pour empêcher que cet homme se retrouve au chômage. Une question reste en suspens, qui va être placée dans le fauteuil de directeur du théâtre? Et à quelle programmation devons-nous nous attendre dans les mois à venir?

A contre courant de toute logique historique et en dépit des graves problèmes économiques rencontrés par les pays de l'ex-URSS, Kirsan Ilioumjinev, président de la république de Kalmoukie et, depuis quelques mois, de la FIDE (Fédération internationale d'échecs), a décidé de créer dans son pays un « royaume des échecs » avec un roi (élu par les très médiatiques concurrents des prochaines Olympiades), un parlement et un bâtiment attiré. A quand une république de la pétanque, une principauté du ballon rond et une libre commune de la connerie? L'idée ne semble pas si saugrenue alors que des heures sont consacrées aux exploits des rugbymen sur les ondes en même temps que des crapules assassinent en Algérie au nom d'un dieu et que des Bill Gates soumettent le monde à leur désir de puissance... À gerber!

LILLE

Nouvelle grève de la faim des sans-papiers

DEPUIS LE 14 JANVIER, 18 sans-papiers du Comité des sans-papiers ont entamé une deuxième grève de la faim pour obtenir leur régularisation. Une dizaine d'entre eux avaient fait partie de la première grève de 27 jours d'octobre 1996.

Cette première grève avait été suspendue après quelques maigres résultats auprès de la préfecture du Nord face à la menace d'expulsion du lieu qu'ils occupaient alors, un local de l'Église réformée. Quelques récipients, des lettres du préfet de sursis à exécution de mesures d'expulsion pour les grévistes de la faim et une liste de 121 noms, sur 201 présentés par le comité, que la préfecture jugeait régularisables. Depuis le 4 novembre, date de suspension de la grève de la faim, 17 régularisations sont intervenues ainsi qu'un certain nombre de refus de titres de séjour. On comprend la frustration et la colère des sans-papiers.

Mais revenons sur ce qui s'est passé depuis la suspension de la grève de la faim. Quinze jours après celle-ci, l'Église réformée informe les sans-papiers de sa volonté de mettre fin à l'occupation des lieux, malgré ses promesses antérieures de leur laisser le local disponible. Elle leur propose ni plus ni moins de se transformer en une banale association, abandonnant le principal caractère de la lutte : l'occupation continue d'un lieu de regroupement et de vie collective du mouvement. C'était bien entendu inacceptable. Menace alors un affrontement avec d'autres utilisateurs du lieu : le DAL et les Restos du cœur. Le comité des sans-papiers décide alors qu'un déménagement est préférable afin d'éviter un affrontement avec d'autres exclus : les sans logis et les sans ressources.

Le 2 décembre, les sans-papiers investissent la Maison de la nature et de l'environnement (1), lieu où se réunissent un pléthore d'associations, dont par exemple le MRAP et la Ligue des droits de

l'homme. C'est alors qu'explorent toutes les contradictions entre ce mouvement autonome des sans-papiers et les associations et mouvement qui le soutenaient. Le soir même, devant la presse, le président régional de la LDH dénonce le Comité des sans-papiers, ses méthodes soi-disant inacceptables et sa politique du fait accompli. La présidente de l'Oglanel, l'association qui gère la MNE (louée à la municipalité) fait de même. Le malaise est général parmi les associations. Et c'est un comble ! Cette occupation avait été évoquée la semaine précédente par le Comité en réunion du Réseau contre les Lois Pasqua et toutes les Lois anti-immigrés, dont font partie les sans-papiers, la LDH, l'Arév et nous même ainsi que nombre de mouvement antiracistes et de gauche (hormis le PS). C'était le seul alors possible pour le Comité des sans-papiers. Tout le monde était donc mis au courant !

Face à cette situation, nous décidons que la coupe est pleine, que les tergiversations qui durent depuis des mois sur le comité ont assez duré, que le « soutien » dont ont fait preuve trop de gens a suffisamment desservi les sans-papiers... et nous quittons le Réseau après quatre ans d'appartenance, non sans en faire savoir les raisons par un courrier à l'ensemble des mouvements qui le composent.

Depuis, le soutien des associations de fait pour le moins discret. C'est peu dire que les sans-papiers ont l'impression de se retrouver seuls. Fin décembre, nouvelle attaque : la Mairie de Lille, à la demande de l'Oglanel (2), fait appel à un conciliateur de justice pour faire cesser l'occupation de la MNE. Dommage pour elle, la conciliatrice, lors de la dernière entrevue a donné raison aux sans-papiers et suggéré à la Mairie, si l'Oglanel avait besoin d'une salle pour une activité prévue dans le salon occupé par les sans-papiers, de prêter une salle à... l'Oglanel. D'autres part, une solution à ce problème lan-

çant de local se profile. Le Conseil régional (M.C. Blandin) se propose de faire louer par quelques associations du « mouvement démocratique » un lieu qui serait mis à disposition des sans-papiers ». Solution dont il est trop tôt pour augurer à l'heure actuelle. Elle aurait le mérite de résoudre ce problème qui existe depuis la création du Comité mais le grand inconvénient de donner des armes contre le comité à ceux qui loueraient ce local. Il faut donc être vigilant.

Après les déboires...

À côté des problèmes rencontrés avec la gauche, le comité a continué la lutte, et plutôt efficacement. Le 28 novembre, il organisait seul la montée à Paris pour la manifestation nationale des sans-papiers. Le 7 décembre, un concert de soutien a eu lieu à Lille avec Casse Pipe, David Cissoko et Jungle Beanz, qui a rassemblé plus de 500 personnes. Le 19 décembre, un meeting en rassembla presque autant autour des sans-papiers et d'Antoine Sanguinetti, qui fait partie du collège des médiateurs de Saint-Bernard (et plutôt de l'aile radicale de celui-ci). Le 25 janvier, à l'initiative du Comité des sans-papiers, eut lieu à Lille une importante manifestation régionale contre la loi Debré qui rassembla près de mille personnes, cela faisait longtemps qu'il n'y avait eu une aussi forte mobilisation autour des sans-papiers.

Le mouvement libertaire lillois n'a pas à rougir de son action auprès des sans-papiers. Le cortège libertaire était un des plus importants de la manifestation, comprenant la FA, la CNT, le groupe OCL de Boulogne-sur-Mer et le mouvement squatter. Ce dernier en est d'ailleurs à son troisième concert de soutien aux sans-papiers en quatre mois, concerts qui à chaque fois réunissent des centaines de personnes à la Pharmacie occupée d'abord puis à l'Entrepôt occupé (3).

Le 28 janvier près de 150 personnes se mobilisaient pour le procès de Jacqueline Deltonne, Française inculpée d'aide au séjour irrégulier. Le 29 janvier, c'était enfin le recours au tribunal administratif de Chankhoun Louangxay, Laotienne gréviste de la faim victime d'un arrêté de reconduite à la frontière. Cet arrêté a été confirmé par le tribunal administratif. Louangxay est donc maintenant en danger d'expulsion, voire d'emprisonnement, alors que la préfecture avait promis un moratoire aux expulsions.

Cela traduit un nouveau durcissement de la préfecture, plusieurs

sans-papiers ayant eu à subir des tracasseries policières ces derniers temps, et fait craindre la reprise de la chasse aux sans-papiers sitôt la loi Debré promulguée. Le préfet refuse d'ailleurs absolument d'entamer des négociations avec le comité. Il attend visiblement le vote de cette loi pour prononcer les expulsions dans ce nouveau cadre, qui ne laisserait que peu de chances aux sans-papiers se sont construits un véritable mouvement et ont acquis, alors que la plupart n'avait aucune expérience politique, une maturité que beaucoup de militants n'ont pas.

Quant au groupe Humeurs-noires de la Fédération anarchiste, il continue à les soutenir le plus efficacement qu'il le peut. Un nouveau rassemblement contre la loi Debré est prévu pour le 4 février, alors que débute les discussions sur le projet au Sénat. Nous développons le thème suivant : agir et désobéir ! Face à toutes les lois anti-immigrés, l'heure n'est plus seulement à la mobilisation et aux manifestations, mais à la désobéissance civile. Face à la faille de la gauche (quasiment absente de l'Assemblée pour l'adoption de cette loi) il nous faut prendre nos affaires en main : aider,

accueillir les étrangers, mettre en place dès aujourd'hui des réseaux de solidarité qui permettent de résister à la fascisation rampante. Il nous faut arriver à déstabiliser en refusant d'obéir à ses lois racistes et en le faisant savoir. Ouvrons les frontières par la désobéissance civile.

Nous sommes en train de mettre en place, en liaison avec le comité des sans-papiers, une campagne sur ce thème, avec peut-être la création prochaine d'un « Comité des réfractaires aux lois anti-immigrés » (4), regroupant toutes les personnes qui soutiennent les sans-papiers et qui s'engageraient publiquement à désobéir. Souhaitons que cette campagne soit nationale. Nous avons donc beaucoup de pain sur la planche !

Bertrand Dekoninck
groupe Humeurs-noires
(Lille)

- (1) MNE: 23, rue Gosselet, 59000 Lille
- (2) Association qui gère la Maison de la nature et de l'environnement
- (3) L'entrepôt occupé: 17, rue Coustou - Hellemmes
- (4) Appellation non contrôlée. Pour plus d'informations, écrire pour l'instant à Humeurs noires, B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Le procès de la solidarité

Jacqueline Deltonne vit maritalement avec un Zaïrois en situation irrégulière et ils élèvent ensemble leur enfant. En mai 1996, Jacqueline héberge chez elle Tony, le fiancé de son ami Hélène et bientôt Hélène elle-même, peu avant le mariage prévu de ces derniers en novembre 1996. Les bans sont publiés. Cependant, la famille d'Hélène refuse cette union de leur fille (avec un noir!) et fait opposition au prétexte qu'il s'agirait d'un mariage blanc: Tony est en situation irrégulière. Le 13 novembre, Hélène est en garde à vue, Tony est lui reparti à son domicile en Belgique. Le 14, Jacqueline est arrêté sur le lieu de son récent et précaire travail. Elle passera 25 heures en garde à vue, sera insultée, menacée (Dis-nous où est Tony...). Elle est inculpée d'aide au séjour irrégulier. Elle perd son travail.

Le 28 janvier, Jacqueline passait en procès pour ce banal délit de solidarité. La mobilisation est très forte, grâce au Comité des sans-papiers qui a repris l'affaire comme un emblème de la connerie ordinaire. 150 personnes sur place (dont le groupe Anarchist black cross de Gand, en Belgique). Le président du tribunal tente en vain de faire avouer à Jacqueline qu'elle connaissait la situation irrégulière de Tony. Le juge invoque alors le passé trouble de Tony (6 condamnations, 15 identités différentes, il serait sorti de prison quelques semaines avant son arrivée chez Hélène). Le problème, c'est que personne, hormis lui et le procureur, qui fondera une partie de son réquisitoire là-dessus n'était au courant, que M^e Maachi, avocat de Jacqueline Deltonne, l'a appris à l'audience! Pourtant Hélène, qui connaît Tony depuis le lycée, l'ignorait. Il pourrait donc s'agir également envers Tony d'une banale erreur d'homonymie comme la police en a le secret.

Bref, à la surprise générale, le procureur ne demandera aucune peine et s'en remettra au tribunal: selon lui, il n'est pas possible d'établir, même si le délit a été matériellement commis, si celui-ci l'a été intentionnellement. N'avouez donc jamais!

M^e Maachi a, quant à lui, brillamment plaqué sous sa cliente: sur le mythe du mariage blanc dès qu'il s'agit d'étrangers; sur le flou de l'inculpation (aide directe ou indirecte au séjour?); sur le flou de l'article 21 de l'ordonnance de 1945 (aide au séjour irrégulier), qui est selon lui un non-sens en matière de droit; il ressortira même des débats au Sénat lors des discussions sur le nouveau code pénal en 1994, d'où il ressortait que cet article vague ne devait s'appliquer qu'aux organisateurs des filières de clandestins (ben voyons...); il plaidera aussi le délit de solidarité; faudra-t-il à l'avenir poser deux questions à toute personne accueillie chez soi: « Êtes-vous Français ou étranger? et s'il s'agit d'un étranger: « Êtes-vous en situation régulière? »

Le jugement du procès devait être rendu le mardi 4 février.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Viegie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Viegie
Diffusion N.M.P.P.

L'expérience autoges-

Spezzano Albanese est une petite ville de 6 000 habitants, située dans la Sila, en Calabre. Communauté albanaise où l'on parle encore l'albanais ancien et de religion orthodoxe. Deux copains ont interviewé Domenico Liquore, l'un des plus anciens acteurs de cette expérience.

Drapeau Noir: Comment s'est constituée la Fédération Municipale de Base (FMB)?

Domenico Liquore: La FMB est le résultat d'une intervention d'une vingtaine d'années du groupe anarchiste du lieu, qui a commencé à agir fin 1972/début 1973. La FMB naît donc en 1992. L'activité que nous avons déployée a été toujours caractérisée par une attention particulière donnée aux problèmes locaux et territoriaux, sans jamais les séparer des thématiques proposées au niveau national et international. Par exemple, la mort de Franco, la reconstruction de la CNT en Espagne, qui ont amené un débat au niveau national en Italie, sont repris à travers différentes interventions à Spezzano. Dans la région de Cosance, où il y avait différents groupes, on parlait de créer une fédération calabraise. Ces années-là, il y avait en Italie des mouvements sociaux forts. Nous sommes au début des années 70, après la « La Stragie di Piazza Fontana » (« le massacre de la Place Fontana »). Ici, cela se traduisait par un fort mouvement étudiant, chômeur. Il y avait deux usines de textile qui étaient menacées de fermeture, donc un mouvement de travailleurs d'Inteca, etc... Notre groupe a vite compris qu'il ne pouvait pas se limiter à une intervention idéologique et on pensait que l'on devait accorder nos principes avec des pratiques de lutte qui s'exprimaient dans ces moments. Le groupe était constitué d'étudiants, de chômeurs, de quelques travailleurs du bâtiment, de journaliers. La seule réalité non représentée était peut-être les femmes. Problème éternel chez nous alors que dans les collectifs issus de ces luttes, il y avait une présence féminine en expansion. Sur ces luttes, s'organisent les premiers Comités de chômeurs, de travailleurs, qui forment les premières structures de masse qui vont prendre une ampleur nationale. Dans ces structures, il n'y avait pas seulement des anarchistes. Elles étaient complètement autonomes du travail spécifique du groupe anarchiste. Une vision dualiste de l'organisation: d'un côté, les groupes spécifiques, de l'autre, les organisations de masse. Ce travail s'est poursuivi jusqu'en 1977, quand les anarchistes du lieu servaient de point de ralliement pour toute la région Castovillari. Les autres mouvements marxistes, comme Lotta Continua, qui étaient très forts dans cette région avaient complètement disparu. Dans ces années, on commence à parler de reconstruire l'USI (Union Syndicale Italienne, correspondant à la CNT). Il y a deux « congrès », un à Rome, l'autre à Gênes, d'où sortent deux tendances. Ici, on avait beaucoup agi autour de l'anarcho-syndicalisme parce que l'intervention que nous faisons nous amenait à ressentir le besoin d'une structure syndicale déjà avant que le débat soit porté au niveau national. On a participé à ce débat et on s'est rendu compte que la situation italienne ne correspondait pas à notre manière de lire la réalité, ce qui

nous a amené à des positions plus en accord avec notre vécu. On voyait dans le débat national un discours surtout idéologique, des polémiques presque personnelles et on s'apercevait que l'USI ne naissait pas du monde du travail mais de la volonté de certains anarchistes qui avaient simplement changé de nom. Pendant ce temps, à Spezzano, le discours anarcho-syndicaliste se construisait dans les comités de lutte qui englobaient un territoire plus vaste et étaient composés non seulement d'anarchistes, mais de copains de groupes extra-parlementaires, quelques-uns de Démocratie Proletaire ou de formations marxistes, où la plupart des gens étaient des travailleurs, des chômeurs, etc. Pendant qu'on poussa à la naissance d'une structure vraiment de masse, au niveau national, il y avait peu de présence anarchiste dans les luttes qui faisaient rage à cette époque (les hospitaliers, les travailleurs des aéroports, etc...). Et l'USI naissait à l'intérieur de mouvements spécifiques incapables de rassembler les dissidents des syndicats officiels. Cette situation a amené, au congrès de Gênes, à deux positions différentes: d'un côté certains copains voulant la renaissance de l'USI, de l'autre ceux qui mettaient en avant le travail dans les structures de base (comme les précaires de l'école). Nous ne nous sommes reconnus dans aucune des deux motions et, revenus à Spezzano, on a décidé d'unifier toutes les différentes structures du territoire dans une Union Syndicale de Zone (USZ). L'USZ née en 1978, n'adhérait pas au CAD (Comité d'Action Directe) né à Bologne après le congrès de Gênes, ni à l'USI constituée au congrès de Parme, en 1979. Avec l'USZ, on a travaillé pendant plus de cinq ans sur la problématique du monde du travail, du chômage et on commence à s'intéresser à la thématique territoriale en opposition à la mairie. Je voudrais bien que l'on comprenne: les structures de masse diversifiées, qui faisaient un travail spécifique, avec l'USZ, trouvent une unité qui se traduit par un intérêt sur un territoire plus large. On passe d'une vision syndicale classique à une intervention complexe qui met ensemble non seulement le monde du travail mais aussi toutes les réalités présentes sur le territoire communal. On commence à regarder les choix administratifs que l'on dénonce lors d'interventions publiques pour leur caractère clientéliste et de chantage, pour les choix discriminatoires et répressifs, surtout en ce qui nous concerne. On a fait des luttes sur la santé, l'instruction et la gestion frauduleuse de la commune. Ceci a conduit à créer un rapport de lutte avec l'administration communale qui essayait d'empêcher nos meetings. La sympathie grandissait autour de nous. On avait deux cents personnes dans l'organisation, dont trente étaient très actives.

D. N.: Quels sont, dans cette période, les groupes de gauche qui travaillaient sur le même terrain?

D.L.: Déjà en 1977 notre groupe était la seule référence sur tout le territoire.

D. N.: De quel parti était le maire?

D.L.: Le maire était du PC, mais pire qu'un démocrate chrétien. Notre travail consistait aussi à faire comprendre que l'appartenance politique ne change pas fondamentalement les choses. Le pouvoir corrompt. Là, on voyait l'idéologie libérale de l'USZ et on est arrivé à propager cette idée, même si on a eu des luttes dures avec la base du PC que ses dirigeants dressaient contre nous. Il y eut des moments où la confrontation tendait vers l'affrontement physique. En 1992, la magistrature met le maire et une partie des conseillers en accusation. Les gens commencent à comprendre que tout ce que nous dénonçons depuis la fin des années 70 n'était pas des fables. Cela a conduit les gens à s'intéresser à nos activités. Avant 1983, en plein conflit avec l'administration communale, le maire nous a souvent défiés de dénoncer à la magistrature ses agissements tout en sachant que cela était hors de notre logique et de notre praxis. En 1983, certains travailleurs de l'USZ, après un large débat décisif, en leur propre nom, de porter l'affaire devant la magistrature. Un an plus tard, à la suite de l'enquête, une scission a lieu au PC. En 1984, pour rester à sa place, le maire est obligé d'acheter un conseiller du MSI (Mouvement Social Italien, parti fasciste). En 1985, pendant la période électorale, on ressent l'exigence de créer une alternative à cette situation. On a de fortes pressions pour présenter une liste, alors que depuis des années nous développions une pratique abstentionniste. Le message passait au niveau politique national, mais sur la localité, l'illusion de pouvoir changer les choses à travers les élections était tenace. Et en effet, une liste civique est présentée à laquelle nous avons refusé de participer en nous différenciant. Cette liste, de manière indirecte, avait des aspirations libertaires et reprenait beaucoup des méthodes que nous avions utilisées dans le travail effectué les années précédentes. Avec le temps, elle change de pratique et d'objectifs en défendant les mêmes intérêts que les listes précédentes. Pendant que se constituait la liste civique, nous avons conçu comme réponse libertaire, en expliquant encore les raisons de notre abstentionnisme au niveau national comme au niveau local, une Fédération Municipale de Base qui se veut être une alternative au pouvoir de la mairie. Et pendant que les autres font leur campagne électorale, nous construisons un Comité pour la FMB dans la tentative de rassembler toute personne se reconnaissant dans un discours d'autogestion et de gestion directe en opposition aux choix de fabrication du pouvoir en faveur du conseil municipal. La FMB naît donc comme une proposition anarchiste et tout de suite elle s'étend à une grande partie de la population. En pleine campagne électorale, se tient une assemblée constitutive de la FMB. La mairie est constituée par la liste civique, les socialistes, la Démocratie Chrétienne et le PC en opposition. Le maire était de la liste civique.

D. N.: Quels sont les rapports de la FMB avec l'administration communale?

D.L.: La FMB se pose en alternative. Elle est née sur cette base. Elle a toujours voulu être autre chose que le pouvoir de la mairie et c'est pour cela que nous la définissons comme alternative. Les rapports avec la mairie sont conflictuels. En ce qui concerne l'organisation, la FMB tient compte de toutes les expériences passées et se propose comme une structure complexe. Une organisation de masse qui ne se veut pas être seulement revendicative des exigences du monde du travail, du chômage, de l'école mais aussi politique. Elle doit se faire porteuse d'un projet qui fasse entrevoir ce que pourra être la société libérale future, c'est-à-dire l'organisation complexe de la société comme se la préfigurent les libertaires. Dans la FMB, on a des structures syndicales mais elles veulent rassembler les différentes catégories sociales avec l'union civique.

D. N.: Qu'est-ce que l'union civique?

D.L.: Les travailleurs sont non seulement des individus qui luttent pour leurs droits mais aussi des citoyens inscrits dans une thématique territoriale. Toutes les structures particulières ont droit de cité dans l'union civique. Cette structure organise sur le territoire les services, l'école, la santé, s'oppose aux choix de l'administration et propose une manière différente de gérer et de décider. Quand on a commencé à parler de la FMB, on a eu peur d'être mal compris par le mouvement libertaire, d'être taxé d'interclassistes, de constituer le Comité des Citoyens de l'UIL (Union Italienne du Travail, syndicat de droite) proposé par Benvenuto. Cela nous faisait peur mais c'était la suite logique à notre intervention depuis des années. Il faut spécifier que notre conception du municipalisme est différente de la position bookchinienne. Le communalisme est très varié. En Italie, on a eu, au niveau historique, des propositions sur la thématique communaliste. Berneri est l'un des plus grands agitateurs de cette thématique et je pense qu'il aurait beaucoup à dire sur Bookchin, ainsi que Malatesta, celui des dernières années, quand il commençait à parler de gradualisme. Sûrement qu'il ne pouvait pas être d'accord avec Bookchin.

D. N.: Que propose Bookchin?

D.L.: Il propose aux anarchistes de faire comme les autres partis, de se présenter aux élections, de gérer le pouvoir des mairies. « Puisqu'on est anarchiste, on pourra impulser une démocratie de base et la démocratie directe ». Nous, on pense que rentrer dans le jeu électoral fait perdre aux anarchistes leur spécificité et leurs valeurs. Les anarchistes refusent la délégation du pouvoir. Ils ne pourront jamais créer un parti. Accepter le pouvoir et dire que les autres ont mal fait et que l'on fera mieux, fait qu'une partie de la société, que tu le veuilles ou non, serait obligée de dominer les non-anarchistes à travers la démocratie directe. Nous avons refusé cette logique et on affirme que toute organisation doit partir de la base.

D. N.: Comment définissez-vous le communalisme?

D.L.: C'est l'intérêt porté au territoire. La commune comprend le monde du travail, la vie civile, etc... En interven-

nant au niveau du municipal, on arrive à toucher non seulement le monde du travail mais aussi toute la vie communautaire. Toutes les fois que l'administration de Spezzano fait des choix, l'Union Civique de la Fédération Municipale de Base (FMB) fait ses contre-propositions, qui ne sont pas présentées à l'administration mais proposées à la discussion dans tout le pays afin d'accroître la prise de conscience des gens. Qu'elle le veuille ou non, la mairie est obligée de tenir compte de ces propositions. Par exemple, on a imposé que le bilan de la mairie et les plans d'utilisation des sols et ses variantes soient discutés en assemblée générale. Il est clair que les administrateurs ont fait des choix que nous avons combattus et que nous continuons à combattre, mais cela a servi à faire comprendre qu'il est possible, en se positionnant en alternative au pouvoir, de faire des propositions différentes et de gérer sa propre vie.

D. N.: On a lu, sur *Umanita Nova* (journal de la Fédération anarchiste italienne), qu'il y a eu une assemblée où étaient invités quatre maires. Comment en êtes-vous arrivés à cette décision et qu'est-ce que cela a apporté à la FMB?

D.L.: Nous avons fait une enquête sur quatre communes car on pense que notre expérience doit s'élargir au-delà de Spezzano. En effet, la FMB est déjà connue puisque Spezzano est le chef lieu de canton et que notre activité et notre intervention publique ne sont pas seulement écoutées dans le pays mais par beaucoup de gens de passage. On pense que l'on doit faire un saut qualitatif en promouvant la naissance de structures identiques dans les pays limitrophes où existe déjà une sympathie pour la FMB. Dans les pays comme Terranova, Tarsia, etc... on a fait une recherche sur le service et les choix administratifs. On est allé sur quatre communes et on s'est fait donner le bilan prévisionnel, on l'a étudié et on a analysé les choix qui s'opéraient. Il faut dire que dans ce travail, nous avons des facilités parce qu'après vingt ans d'existence, aucune commune n'ose nous refuser ce que l'on demande de peur d'être dénoncée publiquement. De cette étude, on a produit un document où l'on dénonçait des choses et où nous faisons des contre-propositions à un niveau départemental. Ces propositions qui touchaient les services, la santé, l'instruction, l'urbanisme s'adressaient non seulement à Spezzano mais aussi à Terranova, Tarsia et San-Lorenzo. En conclusion de ce travail, on a fait cette assemblée où étaient invités les maires pour qu'ils voient le fonctionnement et les critiques de l'assemblée. L'assemblée fut positive parce qu'elle a créé les conditions que ce type d'intervention s'élargisse à tout le district. Après les vacances estivales, c'est le type d'intervention que nous allons développer. Aujourd'hui, au niveau national, ce type d'intervention est beaucoup débattu. Les foires de l'autogestion sont un miroir de tout ce qui en Italie tourne autour de la problématique communaliste, municipaliste ou d'autogouvernement (les deux termes principalement utilisés en Italie: municipalisme libertaire lié à Bookchin, communalisme, ce que nous préférons)

tionnaire en Italie

D. N.: Existe-t-il en Italie d'autres expériences de ce type ou d'autres personnes qui travaillent dans la même perspective?

D.L.: Quand on pensait à cette Union Civique, on avait peur que beaucoup de copains comprennent mal notre démarche. Cela nous a conduit à peu publiciser la FMB. Rédacteurs d'*Umanita Nova*, nous avons fait seulement un compte rendu des initiatives portées par la FMB sans expliquer en quoi elles consistaient vraiment. Nous avons tout de suite reçu une quantité de lettres où on nous demandait de plus amples explications. En effet, nous avons eu des réactions contraires à ce que nous pensions. Ceci nous a conduit à diffuser notre démarche. On a découvert que d'autres réalités agissaient dans la problématique municipaliste. On a connu un réseau de petites entités qui avaient une coordination à Bologne. De là est né un premier congrès. Cette thématique était propagée au moment même où la Ligue du Nord faisait le dis-

nous. Nous refusons cette logique qui pousse les anarchistes à une candidature qui les oblige à la gestion du pouvoir et qui leur fait perdre toute identité. Ce type de logique peut sortir de mouvements réels de base mais les anarchistes doivent avoir la capacité de défendre un projet alternatif. Autrement, ils risqueraient de devenir pas mieux que ce que sont les autres partis. Les copains qui se retrouvent dans la logique de Bookchin et qui se présentent aux élections municipales sont peu et n'ont aucune prise dans le mouvement anarchiste général.

D. N.: Dans ton livre, tu parles des attitudes et du langage que les anarchistes ont pris au mouvement marxiste. Tu considères ça gênant et négatif. Pourquoi?

D.L.: Je pense que les anarchistes, au niveau historique, ont eu un complexe d'infériorité face au marxisme (aussi dans la révolution espagnole, je pense que beaucoup d'erreurs sont dues à ce complexe). Si on prend l'exemple du

gnole, nous n'avons pas réussi cela. Je pense quand même qu'il faudrait discuter d'une manière critique la révolution espagnole pour en dégager les aspects positifs et ses limites.

D. N.: La FMB se limite-t-elle seulement à ce travail de contre-proposition face à la mairie ou cherche-t-elle à créer des alternatives sur le terrain?

D.L.: Nous avons créé une coopérative, « Arcobaleno » (arc en ciel), qui regroupe des peintres en bâtiment. On essaye aussi de regrouper des travailleurs agricoles, des services. Nous voulons être capables de créer du travail autogestionnaire, le grand mérite et le but de l'autogestion, c'est de regrouper les compagnons pas seulement pour les discussions politiques sur le municipalisme mais les confronter à des expériences pratiques comme les coopératives. Au-delà de l'intervention d'opposition à l'institution, on veut créer des structures alternatives de production capables de faire entrevoir la réalité d'une société future.



concept de classe et de lutte de classes, on reste trop lié à la conception marxiste du prolétariat. Dans le mouvement anarchiste, la classe n'est pas seulement le prolétariat mais tous les exploités, les dominés, les soumis au pouvoir. On aurait dû parler d'exploités, de dominés, à l'intérieur desquels il y a le prolétariat mais pas seulement. Quand on a commencé à parler seulement de prolétariat, notre logique s'est marxisée. Même notre syndicalisme, qui se veut complexe et pas seulement revendicatif (l'anarcho-syndicalisme), a subi la même logique. La CNT espagnole avait à l'intérieur une forte conception du prolétariat même si, par la suite, ils ont réalisé le communalisme et l'autogestion. C'est comme si les anarchistes voulaient utiliser la même logique marxiste, logique dans laquelle ils sont perdants. Si les marxistes ont, comme perspectives, la gestion du pouvoir, les anarchistes doivent tenir compte de tous les exploités, de tous les dominés et créer des structures sociales qui créent ce que doit être la société libérale future. A part dans la révolution espa-

D. N.: On se fait l'avocat du diable. N'avez-vous pas peur que votre coopérative devienne ce que sont les coopératives du nord de l'Italie? Ces coopératives, dans leur confrontation à l'économie capitaliste, aboutissent soit à l'auto-exploitation, soit à leur insertion dans une logique de marché qui leur fait perdre toute potentialité alternative.

D.L.: La fin des coopératives en Italie est ce que tu dis mais l'origine (vous qui venez de Besançon, avec Proudhon, vous devriez le savoir) c'est une idée libertaire d'autogestion. Il faut les ramener à leur origine, on pourrait avoir la même peur pour ce qui concerne le fédéralisme: les États-Unis sont fédéralistes, Bossi est fédéraliste, la Suisse est fédéraliste. Ils ont pris beaucoup de nos mots, comme le fédéralisme, l'autogestion, etc... mais cela doit-il nous empêcher d'utiliser ces mots? Pour les coopératives, c'est sûr qu'il y a des dangers, surtout quand il n'y a pas de forte pression libertaire. Nous avons eu beaucoup de difficultés quand nous avons créé la coopérative car il manque une mentalité et une conception de pro-

duire et travailler de manière alternative, en opposition au modèle capitaliste. Encore aujourd'hui, on a ce type de problèmes et de contradictions. On peut sûrement se tromper mais si on est profondément convaincu et si le mouvement anarchiste commence à s'intéresser, de manière pratique, à ces choses et à être à l'intérieur, il y aura moins de danger de dérives autoritaires. Quand nous ne sommes pas présents et que nous laissons aux autres l'initiative, c'est clair que l'on aura des coopératives comme l'Émilie et la Romagne.

D. N.: La coopérative est une structure économique et doit tenir compte du marché. C'est pour cela que je t'ai parlé d'auto-exploitation. Pour survivre, ou tu crées un marché alternatif, une manière de vivre alternative capable de bloquer la course à la consommation, ou on finit par la dénaturer.

D.L.: C'est sûr que si les coopératives naissent de manière isolée, si elles ne sont pas insérées dans un débat plus global qui englobe différentes réalités (c'est le but de la foire à l'autogestion), le danger dont tu fais part est bien réel. Nous l'avons toujours à l'esprit. C'est pour ça que l'on cherche à mettre en relation toutes ces réalités, tous ces problèmes et contradictions, pour chercher des solutions. C'est sûr qu'il y aura toujours des problèmes. Tu parlais d'auto-exploitation. Il est certain qu'il est possible que dans une coopérative on gagne moins et on travaille plus. Mais tout cela peut être changé s'il y a plus de copains qui s'investissent et un réseau de différentes réalités. L'important est que tu fasses quelque chose sans patron. Les décisions sont prises tous ensemble. On peut faire des concessions vu ce que propose le système capitaliste, parce que nous commençons à modéliser une société alternative. Dans le mouvement anarchiste, il y a une division. Certains copains sont pour la lutte revendicative, politique, conflictuelle avec le pouvoir. Ils pensent que les coopératives, les organisations autogestionnaires doivent être refusées car elles ne sont pas gérables à l'intérieur du système capitaliste. Les autres pensent qu'il faut simplement avoir un travail en fonction de la création de coopératives ou de moments autogestionnaires. Pour moi, tous les deux se trompent. Il faudrait conjuguer tous les deux, non pas les vivre de manière antagoniste. Dans un système de domination, on doit être en conflit avec le pouvoir et, en même temps, on peut proposer des structures alternatives. Ces deux attitudes font part de la même lutte contre la domination. Au contraire, beaucoup d'entre nous vivent sous la lutte de classes à 100 %, soit une vie retirée dans des îles heureuses. Dans les deux cas, il y a un danger de réintégration.

D. N.: Apres une longue absence, on est frappé par l'uniformisation que la culture du sud a subi et par la poussée de la course à la consommation. Il y a 12 ans, il existait ici une quantité de cultures différentes et on distinguait facilement la pauvreté de la richesse. Aujourd'hui, il semble que le tissu social soit désagrégé. Les gens vivent devant la télévision où les programmes sont identiques à ceux de la France. Dans une

région où le revenu est encore le plus faible d'Italie, on a une apparence de richesse impressionnante. On voudrait savoir comment vous évaluez ce processus et quelle est votre position face à ces nouvelles données?

D.L.: On vit la même situation que partout ailleurs amplifiée peut-être par le fait que les gens s'identifient aux modèles télévisés pour avoir l'impression de sortir de leur sous-développement. Je ne crois pas que ce soit quelque chose de positif car cela cache les contradictions de nous vivons. Par exemple, à Spezzano, avec le temps, beaucoup de mots albanais sont remplacés par des mots italiens. On subit la tyrannie d'une culture italianisante. Les anarchistes devraient être sensibles à ce changement de situation, non pour en faire une priorité de leur combat mais pour l'insérer dans une plus grande réflexion culturelle, pour faire comprendre qu'il existe une manière de vivre différente de celle qui est proposée par la société de consommation et le capitalisme. Une intervention communaliste pourrait tenir compte de cette question, pas pour reculer mais pour se projeter vers l'avenir dans un discours fédéraliste de respect des cultures minoritaires. Notre lutte doit être globale et la culture en fait partie.

D. N.: Que pensez-vous de la proposition de Bossi de la sécession de l'Italie?

D.L.: Je peux dire que dans le sud, ce type de débat n'existe pas. En Sicile, aux dernières élections régionales, il y a eu une tentative d'une liste indépendantiste mais elle a échoué. Il n'existe pas ici un fort mouvement indépendantiste et le sécessionisme est très mal vu. Il y a, au contraire, une forte exigence de décentralisation administrative. Dans la FMB, il y a aussi des personnes qui voient le fédéralisme comme un moyen de décentralisation. Par exemple, souvent on nous demande pourquoi nos impôts doivent passer par Rome, et pourquoi nous ne pouvons pas décider nous-mêmes de leur emploi? Nous-mêmes, souvent, disons que c'est la communauté qui doit décider et non vingt personnes, et qu'il n'est pas logique de payer de impôts à Rome qui après les renvoie chez nous sous forme de financement. Ce discours suscite beaucoup d'intérêt. S'il n'existe pas un sentiment indépendantiste, la Ligue du Nord est plutôt rejetée que vécue comme projet auquel adhérer, il existe quand même cette exigence d'être contre l'État. L'État chez nous est vécu de manière contradictoire, il est haï et aimé en même temps, aimé pour les facilités qu'il donne.

D. N.: Quels sont aujourd'hui les rapports avec l'USI?

D.L.: Nous y avons adhéré parce qu'on pensait qu'à l'intérieur de l'USI, plus que dans n'importe quel syndicat, on pourrait avoir un discours d'organisation sociale, un réel projet de société. Aujourd'hui, avec la scission de l'USI, on a décidé de rester en dehors. On pense qu'il manque et qu'il serait indispensible en ce moment, un grand débat sur l'anarcho-syndicalisme: ses fins, ses moyens. Pour le moment, le débat n'existe pas. Et sans celui-ci, on ne voit pas comment s'en sortir.

Maîtres auxiliaires en lutte

Les maîtres auxiliaires font partie, dans le secteur de l'enseignement, de la cohorte d'auxiliaires et de précaires utilisés par le ministère de l'Éducation nationale.

Depuis 1993 et un protocole dit « de résorption de l'auxiliaariat », signé par Bayrou et quelques syndicats (FEN, FSU, SNALC...), qui a fait miroiter la titularisation par concours spécifique, ce sont en fait quelque 19 000 M.A. qui ont été licenciés.

Mais les M.A., depuis parfois plus de 10 ans dans l'Éducation Nationale, n'acceptent pas d'être traités comme des citrons qu'on presse et dont on jette la peau ensuite. Ils veulent un vaste plan de titularisation comme en 1983 (43 000 M.A. titularisés), sans préalable de concours, à l'inverse de ce que veut imposer le plan Perben.

Devant l'inertie de la plupart des syndicats, décidant simplement d'un jour de grève un mois après la rentrée 1996, pour se donner bonne conscience, certains M.A. ont été poussés à utiliser la redoutable arme de la grève de la faim.

Bruno et Alain font partie de ceux-là. Bruno a plus particulièrement répondu à nos questions.

Le Monde Libertaire : Peux-tu te présenter, ce que tu fais, depuis combien de temps et pourquoi ?

Bruno : Mon collègue c'est Alain. Moi c'est Bruno, maître auxiliaire d'histoire géo., au chômage depuis septembre 1994. Certaines matières ont été préservées pour l'instant mais l'histoire géo., cela fait 3-4 ans qu'il y a des problèmes, et donc je suis en grève de la faim depuis le mardi 14 janvier.

ML : Quelle est aujourd'hui la situation des M.A. face au gouvernement, et qu'a-t-elle de différent par rapport aux autres années ?

B. : Pour moi, la situation n'a rien de différente, puisque j'étais déjà au chômage l'année dernière et l'année d'avant. Mais cette année, un nombre encore plus important de M.A. se sont retrouvés sur le carreau par rapport aux autres années. Le nombre exact, on ne le connaît pas puisque le ministère n'est même pas capable de nous recenser et même la mission de l'inspection générale qui est passée dans les académies s'est trompée puisque, en observant les chiffres, on s'aperçoit par exemple, que les M.A. Bac. + 4 sur l'académie de Rennes n'existent pas. Or j'en connais plusieurs, dont moi... les chiffres sont totalement faux et même si comme par miracle, ils ont pu retrouver 300 M.A. de plus qu'ils avaient évacués des statistiques, il y a encore pas mal de gens qui n'y sont pas. Le but c'est que ces chiffres-là vont servir pour la discussion sur le réemploi des M.A. Or, si déjà les chiffres sont truqués, ça augure mal de ce qui va se passer dans les prochains jours...

ML : Quel est, selon toi, le but du gouvernement et du ministère de l'Éducation nationale concernant les maîtres auxiliaires et l'enseignement public en général ?

B. : Quand on voit que les jeunes titulaires qui débutent ont actuellement le statut de titulaire académique, on se dit que ça ressemble étrangement à ce que nous étions il y a quelques années. C'est-à-dire, on n'avait pas de poste fixe, etc. Ils ont la garantie de l'emploi évidemment, mais on a l'impression qu'il y a une précarisation, même parmi les jeunes titulaires. Tout ça pour avoir plus de flexibilité. Le but final étant, on s'en doute, un désengagement

maximum de l'État par rapport à l'éducation nationale et des services publics en général. C'est clair...

ML : Comment en êtes-vous arrivés à cette forme de lutte assez radicale ?

B. : Les années précédentes, il n'y avait pas eu vraiment de mobilisation. On a toujours eu du mal à mobiliser que ce soit les auxiliaires ou les titulaires, puisque certains sont complètement désespérés et se situent dans une impasse totale et ils ne voient pas l'avenir... Nous, on est mobilisés depuis cinq mois environ (depuis septembre 1996) et on s'est aperçu que rien ne bougeait. On se heurte à un ministère qui est un véritable mur. Donc on en est arrivé à cette action extrême.

ML : Sur Rennes, vous êtes deux M.A. en grève de la faim. Est-ce une action uniquement locale ou nationale ?

B. : Il y a un collectif dans pratiquement toutes les académies, plus une coordination nationale qui s'est réunie dernièrement à Tours. Nous avons décidé d'un mouvement de grève de la faim. C'est un choix personnel et actuellement nous avons deux collègues en grève de la faim à Paris, deux à Toulouse, un à Tours (en grève de soutien d'une semaine) et deux à Grenoble. Le gouvernement essaie d'étouffer le mouvement, mais sans détailler il semblerait que ça bouge dans d'autres académies et que le mouvement risque de s'étendre.

ML : Y a-t-il une réponse précise du ministère de l'éducation nationale si ce n'est redonner au cas par cas des postes à ces personnes là ?

B. : Il y a cette façon de faire. Des collègues de Tours ont eu des postes. Sur le Finistère aussi, une

amie a obtenu un poste et aujourd'hui elle est à 150 km de chez elle avec vingt heures par semaine. Donc on ne peut plus se voir. Mais le ministère ne croit pas du tout en notre mouvement et nous a répondu que pour lui « les grèves de la faim c'était du bidon ». Il a un total mépris à notre égard.

ML : Et puis avoir un poste pour cette année, ça ne garantit rien... sinon quelles sont vos revendications ?

B. : On demande le réemploi de tous les maîtres auxiliaires car à partir du moment où on a été recruté par l'Éducation nationale, on doit être réemployé.

On demande aussi la titularisation sans préalable de concours (ce qui n'est pas bien vu par un syndicat en particulier, qui nous pose des problèmes) ni discrimination de nationalité. Comme on a été recruté et qu'on a déjà fait nos preuves sur le terrain, on a pas à passer d'autres

B. : Suite au mouvement de décembre 1995, des discussions ont eu lieu sur l'aggravation de la précarité dans les services publics, entre les différentes fédérations syndicales de services publics et le gouvernement Juppé, avec le ministre de la fonction publique Dominique Perben. Le 14 mai 1996, un plan a été signé sur la résorption de la précarité, mais le problème est qu'en observant ce plan il est peut-être intéressant pour la fonction publique territoriale et hospitalière, mais en revanche dans la fonction publique d'État et particulièrement dans l'éducation nationale, cela s'apparente plus à un plan de licenciement, puisque les trois-quarts des M.A. sont exclus de ce plan qui crée un énième concours dit concours réservé. C'est pour cela qu'on a commencé à bouger. Certains avaient entre 10 et 15 ans d'ancienneté et ce protocole Perben, pour en « bénéficier », il fallait, comme premier préalable, être en poste

entre le 1^{er} janvier 1996 et le 14 mai 1996. Tous ceux qui étaient au chômage durant cette période là étaient exclus quelle que soit l'ancienneté. Ce protocole est devenu loi le 16 décembre 1996. C'est vrai que maintenant ce n'est pas évident de modifier les textes. Des discussions sont engagées avec Bayrou depuis janvier, et tout ça, selon lui, ne peut évoluer que dans le cadre de la loi Perben. Comme elle est très restrictive, on en reste toujours au même point...

ML : Comment vois-tu la poursuite du conflit et quelles actions sont prévues au niveau national ou local ?

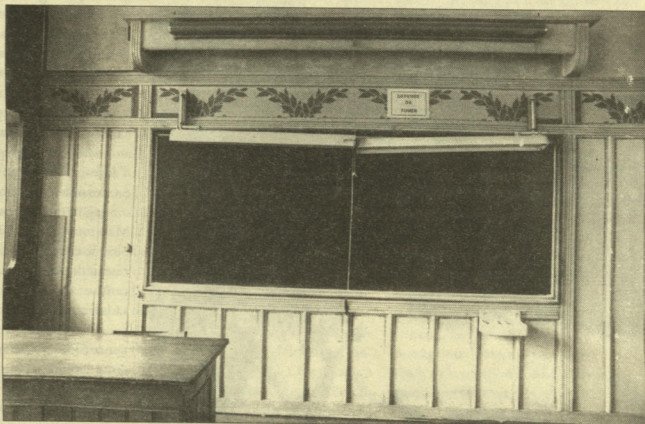
B. : Des actions du type bloquer le TGV ; comme la semaine dernière, on en parle pas trop parce qu'apparemment, on est surveillés de près par les renseignements généraux. Il y en a deux qui passent tous les jours et qui regardent par la vitre... Sinon des manifestations ont eu lieu et auront encore lieu, notamment à Rennes. On a commencé la première semaine avec 100 personnes, la semaine d'après nous étions 300 et nous espérons que cela va continuer d'augmenter.

Le problème est que nous n'allons pas durer éternellement...

Propos recueillis par Fred, Franck et Bertrand du groupe « La Commune » Rennes

Dernière minute :

Le 29 janvier, Bayrou profitant du départ en retraite au 1^{er} mars de quelques milliers de collègues titulaires (dispositif « congé de fin d'activité » ; retraite à 58 ans), annonce le réemploi de 3300 M.A. Réemploi jusqu'à la fin de l'année scolaire... Mais pas titularisation. La FSU, syndicat majoritaire chez les profs, parle de « grande avancée »... Le problème reste entier.



concours de recrutement. Il y a aussi le problème des M.A. étrangers qui au bout d'une certaine période de chômage sont directement expulsables.

On demande aussi l'arrêt du recours aux précaires dans l'éducation nationale et le paiement de toutes les sommes dues puisque certains actuellement au chômage depuis septembre 1996 n'ont toujours pas perçu d'allocation chômage. Ils ont eu des « avances » du rectorat qui est l'organisme payeur (système différent du régime général). C'est tout malgré les promesses de régularisation de Bayrou.

ML : Comment s'exerce la solidarité des titulaires vis-à-vis des maîtres auxiliaires ?

B. : On a fait des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires. A partir du moment où on est parti en grève de la faim, d'ailleurs c'est ça le pire, on a vu que quelque chose se mettait en place. L'année dernière alors qu'il y avait déjà des M.A. au chômage, on en parlait pas, et aujourd'hui ça fait cinq mois que la rentrée a eu lieu, et on parle toujours de nous.

ML : Peux-tu nous expliquer ce qu'est le plan Perben ?

à la petite semaine

L'indispensable ennemi

Sans vouloir emboîter le pas à la gauche la plus gaullienne du monde, plus cocoricocardière que jamais, il nous faut avouer que ce projet d'accord franco-allemand de défense est particulièrement regrettable.

Déjà, dans les fines analyses politiques tous azimuts ayant suivi la chute du mur, nos innombrables et pertinents commentateurs, tout à la joie d'assister à la fin de régimes honnis et de voir s'ouvrir de nouveaux marchés, n'avaient pas saisi combien la fin des dictatures rouges signifiait aussi une intolérable atteinte au moral de nos armées, comblées jusque-là de joujoux guerriers pointés sur l'Est menaçant. Restait cet adversaire de toujours, au-delà du Rhin. Las, en le transformant aujourd'hui en allié privilégié, on nous privait de Boches pour les casse-pipe de demain, voici désormais nos militaires totalement privés d'ennemi. Et chacun s'accordera à reconnaître que des soldats n'ayant rien ni personne à combattre demeurent d'une effroyable inutilité. L'oisiveté étant mère du vice, il conviendrait que nos sages décideurs trouvent au plus tôt cet indispensable ennemi qui redonnera le moral à des troupes désœuvrées et abattues, voyant avec horreur s'approcher le moment terrible où nous n'aurons plus partout, au-delà de nos frontières, que des amis ne nous voulant aucun mal.

Mme Edith Cresson avait, seule, bien senti cela en son temps, qui traita avec un mépris bien venu l'ignoble peuple japonais. Hélas ! quelques excuses murmurées suffirent alors aux représentants du pays du Soleil-Levant, qu'on a connus plus rancuniers, pour que les choses s'arrangent, au grand dam des casernements.

Faudra-t-il donc se résoudre à voir nos baroudeurs conquérants ravalés au rang de vigiles de boîtes de nuit, fouillant des sacs à la recherche d'improbables bonbonnes de gaz ?

C'est triste à dire, mais nous aurons vu naître un monde sans couilles au cul.

Floréal

CINÉMA De eso no se habla.

Maria Bemberg

TELE DE QUAT'SOUS



DE BONNES NOUVELLES sur le front du cinéma d'auteur. *De eso no se habla*, dernier film réalisé en 93 par Maria Bemberg avant sa disparition, interprété par Marcello Mastroianni, reste à l'affiche du Latino à Paris, depuis sa sortie fin décembre, et remporte un appréciable succès en région, notamment à Toulouse. Les Parisiens peuvent également voir au Latino, une rétrospective Maria Bemberg. Née en 1922 à Buenos Aires de parents allemands, elle s'implique dans la défense des droits de la femme, et devient productrice de théâtre dans les années 60. Cinéaste de la maturité, elle réalise son premier film, le court métrage *Le Monde de la femme* en 1972 et son premier long, *Moments*, en 1980. *De eso no se habla* alterne en un style élégant et délié les riches teintes or de lumières à la Vélasquez pour les intérieurs, aux bleutés à la Delvaux des extérieurs nuits oniriques, créant un décor baroque pour des personnages opprimés par les conventions étouffantes d'une petite ville argentine des années trente enclavée dans ses préjugés. Déçue par son époux défunt, Léonor résiste au curé qui veut la remarier, et se bat pour diriger seule son épicerie. La référence à Vélasquez, sublimant l'épicerie de la

petite ville, nous renvoie à une culture de la cruauté pour laquelle le nanisme, comme l'infirmité, était objet d'amusement et de spectacle, à une époque où des enfants furent estropiés pour amuser la cour. Lorsque Léonor comprend que la fierté de son ventre est naine, elle casse pendant la nuit les nains de Blanche Neige qui ornent le jardin de la "protestante" de la ville, découvrant du même coup qu'elle est la maîtresse du curé. Menaces et chantage voilés... Léonor ne recule devant rien, et réussit à faire respecter sa fille. Chacun a quelque chose à cacher, alors *De eso no se habla*, on n'en parle pas. Mais survient un riche inconnu, Ludovico D'Andréa qui fascine la jeune fille... L'histoire "merveilleuse" de la naine Charlotte et du mystérieux Ludovico, est contée par un narrateur dont la fonction scénaristique, est puisée aux sources de Dostoïevski. Maria Bemberg peint cette fable cruelle à grands traits d'humour noir, auxquelles des touches poétiques donnent une dimension surréaliste. Dédié à « tous ceux qui ont le courage d'être différents afin d'être eux-mêmes », ce film est un plaidoyer tant pour l'émancipation de la femme, que pour la disparition de la discrimination hostile.

Michèle Rollin

La part maudite

documentaire de Christian Vincent
Projection à la librairie du Monde libertaire
samedi 15 février à 16 h 30

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 6 à 20h 30 :
Microclimat reçoit Antoine Bonduelle
pour parler du prix du nucléaire
samedi 8 à 21 heures :
Avis de tempête recevra René Berthier pour débattre
sur le thème : fin du travail, partage du travail,
partage des richesses...

LORS DE LA PREMIÈRE d'un nouveau cycle de projections, proposé par Jo, Jean Diard rappelait les options de Confluences, qu'il créa en 75 sous les auspices de Rossellini, Renoir, et Langlois, regrettant que le vingtième anniversaire de sa mort, survenue le 13 janvier 1977, n'ait suscité à ce jour aucun hommage de la part de la cinémathèque française qu'il a fondée. Citant Langlois : « Il faut tout montrer, même des mauvais films parce qu'il faut en voir pour comprendre pourquoi d'autres sont bons » Jean Diard analyse ainsi les diverses sélections actuelles : sélection par les lieux, (coût ou fonction), sélection par les formes, (distinction entre arts majeurs et mineurs), sélection institutionnelle, et sélection médiatique, par l'hypermédiatisation qui « empêche les anonymes de se révéler. Parce qu'il est nécessaire pour l'artiste de se trouver un premier public, parce que quand on sait ce que faire un film représente, on ne peut pas ne pas le montrer », l'idée de Confluences, c'est d'accueillir ce qui vient : l'important est de proposer, de tout montrer.

Rappelons qu'en 1975, Langlois demande à Jean Diard, alors intendant de la résidence parisienne des jésuites, de le dépanner en recevant dans une salle du sous-sol les jeunes cinéastes, qu'il ne peut plus accueillir à la cinémathèque alors en crise. Ainsi naîtront les jeudis du cinéma de la période dite Pré-Confluences. L'association quitte la résidence et son environnement religieux en 1979 pour s'installer passage Lathuille puis rue de Charonne.

Confluences devient un des hauts lieux du cinéma indépendant de ces vingt dernières années et de l'interdisciplinarité : le foyer accueille expositions de peintures et de sculptures tandis que trois soirées mensuelles sont consacrées respectivement à la musique, au théâtre, au cinéma. Écrans ouverts avant la lettre, les projections présentent les films dans leur ordre d'arrivée. Les artistes peuvent aussi louer l'espace à un prix modique pour leurs propres soirées. Ainsi Manach et Mazet organisent-ils pendant un an des programmations « sans frontières », où les films de Marcel Hanouin côtoient les films super 8 des copains (ML n° 1051). Le 17 février, Jo proposera Oma, ou Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur votre grand-mère allemande sans jamais oser le demander : Catherine Bernstein retrouve les élèves, qui figurent ainsi que sa grand-mère sur la photographie de classe prise en l'année 1924. Nées en 1914, à Kassel, certaines d'entre elles formaient un groupe qui se revoyait actuellement. L'une était aux jeunes filles hitlériennes, l'autre au travail national, une troisième a épousé un haut fonctionnaire et passé la guerre à Varsovie, quelques unes, dont deux infirmières à la Croix-Rouge ont gardé leurs distances voire un regard critique envers le nazisme. La plupart d'entre elles n'ont pas

voulu, après la guerre, ni ne veulent aujourd'hui visiter le camp de concentration situé à côté de Kassel, Breitenau, dont l'une nie toujours la réalité. En longs plans fixes d'entrevues savamment entrelacées, Catherine Bernstein trace le portrait de ces « jeunes filles sous influence » dont la jeunesse s'est déroulée sous le signe des 3 K instaurés par les nazis : Kirche Küche Kinder (église, cuisine, enfants). A travers non dits, contradictions, dénégations, et l'antisémitisme de deux d'entre elles, le film cerne les

mécanismes de la peur, du silence et du « laisser faire ».

Michèle Rollin

Confluences : 190, rue de Charonne Paris 20^e
Oma le 17 02 à 19 h. Entrée libre
Réserver au 01 44 93 59 59. Cassettes vendues 150 F : écrire à lo 54 rue de Buzenval 75020.

Les Molokino (ML 1059) vous invitent à un happening cinématographique au Whatt's Bar : 15 rue Daval 75011 Tél. 01 46 51 33 48. Chaque lundi de 21h 30 à 3 heures

Place des Saints-Innocents : les coups de matraques... enfoncez-vous bien ça dans le crâne!

Chronique des bas-fonds

Le Forum des Halles est une place où l'on bat plus que l'on débat pourrait-on écrire à la lecture d'un article paru dans le *Canard Enchaîné* du mercredi 8 septembre 1993.

André Rougeot nous rapporte les mésaventures d'un éditeur habitant ce quartier parisien, M. Arnaud Germain, qui est passé le 2 septembre au commissariat des Halles.

Ce 2 septembre, en effet, M. Germain se rend vers 20 heures place des Saints-Innocents. Les CRS y font régner un certain ordre à coups répétés de matraques. L'éditeur demande à un des responsables de ce « désordre policier » de se retirer. L'autorité, en la personne de madame le commissaire de permanence questionne le quidam : « Qui êtes-vous ? Avez-vous une licence ou une maîtrise en droit pour vous manifester ? » Sur ces entrefaites, M. Germain quitte la place, mais très vite, se retrouve alpagué par un CRS.

Une bastonnade va s'en suivre et, menotté, il sera embarqué manu militari. Cette « anecdote », nous signale André Rougeot, l'éditeur l'a déjà racontée au *Monde* et à *Libération*.

M. Germain a droit aux manifestations « d'affection bourruée » des représentants de « l'ordre ». Un des CRS va même jusqu'à déclarer : « on va le palper, ce sale pédé ! », et mettant ses menaces à exécution, il lui palpe effectivement les couilles, comme le rapporte le journaliste du *Canard* sur la foi des déclarations de M. Germain.

Ce dernier va rester menotté jusqu'à 2 h 30 du matin et va pouvoir assister, des « premières loges » au spectacle édifiant (et mouvementé) d'un commissariat parisien. André Rougeot nous explique qu'un jeune garçon sera frappé ; un autre, de 14 ans environ, menotté, sera giflé. Des injures racistes du genre « sale singe » fuseront. Tout cela dans un climat de « lâcheté ambiante ».

Le lendemain M. Germain s'est rendu à l'inspection générale des services pour y déposer une plainte, en même temps du reste qu'un sidéen, que les flics du commissariat des Halles ont empêché d'aller chercher ses médicaments.

Le journaliste du *Canard Enchaîné* rappelle que le 23 juillet 1993, le préfet de police, Philippe Massoni, avait proféré des menaces à l'encontre des flics qui ne respecteraient pas « les droits de l'homme et les valeurs de la République ».

Des recommandations qui ont eu un effet « douteux » sinon inverse sur les forces de la police parisienne.

Dans ce même numéro du *Canard Enchaîné*, on peut prendre connaissance de la mésaventure survenue à un jeune Arabe de 15 ans qui s'est fait tabasser après la manifestation, le 7 avril 1993, dans un commissariat du XVIII^e arrondissement. Ce jeune sera condamné, un mois plus tard, à un mois de prison avec sursis pour coups et blessures, et outrage à agent, etc.

Le 1^{er} septembre 1993, ce même tribunal condamnait un policier frappeur à 20 000 F d'indemnisation à un autre jeune Arabe. Ce dernier, nous confiait le *Canard Enchaîné* se trouvait être le fils d'un secrétaire de l'ambassade du Bahreïn.

La justice semble penser à voix haute : «... selon que nous saisons puissant ou misérable... »

A la semaine prochaine pour de nouvelles aventures, en direct des fonctionnaires « baveurs ».

Le fouineur

MIMES

La plus longue grève de la Sernam continue

C'EST AUJOURD'HUI LE 47^E JOUR d'occupation de la Sernam par les employés de cette entreprise nimoise vouée à la disparition selon les vœux de la direction (cf. ML n° 1068). C'est donc ce lundi 27 janvier que je vais leur rendre visite afin de prendre des nouvelles et ainsi en informer les lecteurs du journal. Je suis accueilli par un « ça a porté ses fruits ! » lancé par deux grévistes qui m'ont reconnu. C'est alors que j'apprends qu'à la lecture de l'article du ML, un employé d'un Sernam d'une autre région les a appelés pour leur proposer son aide, par exemple... Et je me rends compte combien il est difficile de percer le mur de l'opinion et du silence qui entoure cette lutte : nous sommes à ce jour un des rares titres nationaux à avoir parlé de ce conflit. Probablement que l'on, dispose de plus de correspondants en province que ces quotidiens qui parlent plus volontiers des puissants de ce monde et leurs petits

malheurs... Autre leçon de ce conflit : le formidable écho de sympathie qu'il suscite ici comme ailleurs. Les dons et messages de soutien continuent à arriver. Les chauffeurs des Transports Communs nimois sont venus prendre un repas avec les « Sernam » : plus d'une centaine de personnes ont ainsi partagé un moment de solidarité. Un cheminot du Sernam de Vesoul (qui a dû se battre pour éviter la fermeture) est venu passer le week-end ici. Des liens de plus en plus du Sernam de Nîmes. Et un blocage de voies a eu lieu mercredi passé...

Puisque l'on en est pas encore à licencier ceux qui nous gouvernent (le patron du Sernam, c'est l'Etat !), travaillons donc à resserrer les liens entre nous tous et toutes ; nos solidarités doivent être plus fortes que leurs machinations. Car c'est là aussi que les consciences sociales s'éveillent.

Daniel. - groupe du Gard

L'anniversaire contrarié des pro-life hexagonaux

SAMEDI 25 JANVIER, l'association « SOS Tout Petits », dont le but avoué est la destruction du droit à l'avortement, a tenté de fêter ses dix ans. Elle a choisi pour l'occasion de manifester devant la clinique du Coq Français, aux Lilas, en Seine-saint-Denis. Ses membres, dont est président le trop fameux Xavier Dor, membre du Front national, médecin de son état, y sont venus à de nombreuses reprises. Ils y avaient notamment commis des violences allant jusqu'à l'agression physique du personnel, blessant une personne quatre ans jour pour jour auparavant. Cette fois-ci, les choses ne se passèrent pas comme ils l'escomptaient.

Une centaine d'opposants à leurs pratiques violentes s'était déplacée pour empêcher ces dangereux individus de perturber d'une quelconque manière la clinique. De leur côté, ils devaient être une quinzaine. Face à notre présence massive, ils durent se rabattre sur une église, quelques centaines de mètres plus loin. Quelques-uns parmi nous n'en restèrent pas là et décidèrent de les poursuivre, pour leur jeter quelques oeufs, histoire de leur montrer, de la seule manière qu'ils comprennent - la violence - qu'il était hors de question de leur laisser la rue. La police, de son côté, ne les a pas empêchés de manifester, malgré l'interdiction du préfet. Quatre

ans auparavant, il lui avait fallu plus de trois heures pour se rendre à la clinique. gens-là sont dangereux. Leurs compagnons américains en sont à dynamiter

Des cliniques et à tuer des médecins. Anarchistes, nous ne défendons aucune loi, cependant une femme qui décide d'avorter le fera de toute façon, au péril de sa vie, s'il le faut. Est pourquoi nous avons été par le passé, nous sommes aujourd'hui, et nous serons demain encore, dans la rue, pour défendre la possibilité d'une femme à choisir d'avoir un enfant ou pas. Leur côté, les fondamentalistes religieux prétendent défendre la vie en s'opposant à ce crime qu'est l'avortement. Leur argument ne vaut rien. Leurs pratiques violentes, d'attaques et de meurtres, le contredisent toutes les fois qu'ils se montrent en public, pour une société d'individus libres et égaux, nous ne les laisserons jamais agir sans réagir. Qu'ils aient des idées, c'est une chose. Qu'ils fassent preuve de violence pour les imposer à ceux qui ne les partagent pas, c'en est une autre. Aujourd'hui comme hier, et comme demain, nous continuerons de l'affirmer : « Un enfant, si je veux, quand je veux ! »

Cédric, (FA - groupe de la Villette).



LILLE

Air France - Air Flic

LE COLLECTIF POUR L'ABOLITION DES FRONTIERES (PAF, Lille) a occupé le 31 janvier, au 17^e jour de grève de la faim des 18 sans-papiers lillois, l'Agence d'Air France, rue Faidherbe à Lille. Cette action était simultanée avec d'autres occupations du même Air France à Paris (agence Luxembourg) et Lyon. Une vingtaine de manifestants ont investis les lieux en début d'après-midi pour protester contre les expulsions de sans-papiers auxquelles la compagnie aérienne continue de prêter son concours. Ainsi, le 9 janvier trois sans-papiers de Saint-Bernard ont été expulsés vers Bamako sur un avion d'Air France, chloroformés, des chaînes aux pieds, les poignets entravés par du ruban adhésif; le 25 janvier, un sans-papier du 3^e collectif (Paris) refusait d'embarquer sur un avion d'Air France à destination de Pékin. Le 9 janvier, le service de sécurité d'Air France avait même prêté son concours à cette expulsion bestiale. L'occupation avait pour but d'obtenir une prise de position claire, après la condamnation de ces faits par les

syndicats du groupe, par la direction d'Air France. Peine perdue: selon elle, la compagnie agit sur ordre du gouvernement et n'a aucune responsabilité dans cette affaire. Pourtant, ses pilotes ont le droit de refuser de décoller en cas d'embarquement forcé, ce qui ne fut pas fait le 9 janvier.

Après une heure d'occupation, les manifestants furent expulsés des lieux avec violence par les forces de police, emmenés au commissariat central, menottés, interrogés (pour certains avec quelques baffes...) et les flics prirent leurs empreintes et photos! Tout ça pour une simple occupation pacifique d'un lieu public. Les flics seraient-ils un peu nerveux à ce moment du mouvement des sans-papiers lillois, tandis que le préfet s'enferme dans le silence? Pour le moment, aucune poursuite n'a été notifiée aux manifestants qui sont ressortis libres du commissariat après quelques heures de perdues entre les griffes des cagnas.

B. Dekoninck (Lille)

Les vacances du militant

Entre les assemblées générales, les réunions publiques, les collages nocturnes, les ventes à la criée du *Monde libertaire*, les réunions de groupe, les manifestations, les occupations et les luttes dans les entreprises ou dans les quartiers, sans oublier les masses de tracts, essais, journaux et brochures que nous sommes sensés lire ou rédiger, il ne nous reste que peu de temps pour nous préoccuper de nous-mêmes et de nos corps.

Aussi, lorsqu'il nous est donné de prendre quelques jours de vacances, nous précipitons-nous sur cette occasion avec un enthousiasme plaissant. C'est à peine si nous prenons le temps de remplir une valise ou un sac de voyage - de toute façon, nous possédons si peu à y ranger - et nous nous précipitons vers le moins onéreux des déserts disponibles sur le marché des « tour operators ». Si nos moyens ne nous permettent pas de quitter nos tanières, nous débranchons le téléphone et la sonnerie de notre porte avant d'improviser un igloo à l'aide de notre couette.

Mais, quelque forme que prenne notre retraite provisoire, un phénomène étrange se produit presque invariablement au bout de quelques jours. En dépit de la promesse que nous nous faisons de rester aux bruits de la planète, une émission de radio - quelle erreur de l'avoir emportée avec nous -, un article de journal - que nous n'avons pu nous empêcher d'acheter - ou une discussion de bistro - tombée comme par hasard dans un de nos pavillons auriculaires - fait voler en éclat nos « bonnes résolutions » de désengagement temporaire pour nous plonger une fois de plus dans la furie des luttes quotidiennes.

Alors, plus déçus que jamais par la tristesse d'un monde où il est difficile de vivre en père peinard, nous reprenons nos sacs et duvets pour revenir là d'où, nous le sentons bien, nous n'aurions jamais dû partir.

L'Atèle

Site : <http://www.geocities.com/Paris/7645>
2 février 1997

A G E N D A

jeudi 6 février

PARIS : Rassemblement place de la Concorde, devant l'ambassade des Etats-Unis (2, rue Saint-Florentin) dans le cadre d'une journée internationale de soutien à L. Perltier.

NIMES : Le groupe de la Fédération anarchiste du Gard sera présent à la manifestation de la Sernam en lutte devant la préfecture. (voir ci-contre).

ROUEN : Projection publique et gratuite du film « La balade des sans-papiers » à 20 h 30 à la Halle aux Toiles organisée par le groupe de la Fédération anarchiste.

vendredi 7 février

BESANCON : Jacques Lesage de La Haye sera l'invité du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste à 20 h 30 pour une rencontre publique sur le thème des alternatives à l'enfermement. Cercel suisse, rue de Lacoré (près du théâtre). (cf. article de « une »)

samedi 8 février

ANGERS : Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste vous invite à l'ouverture du lieu associatif « L'étréme » à partir de 15 heures, 26, rue Maillé. Au programme : expos, bouffe, musique, vidéos... et un débat sur le sexisme ordinaire à 17 heures avec Elisabeth Claude.

TOURS : Journée d'action antimilitariste organisée par le groupe libertaire. A 15 h 30 : rassemblement de soutien à tous les réfractaires, place Jean-Jaurès. A 20 h 30 : nuit de la vidéo antimilitariste à Utopia, 32, rue Carnot.

RENNES : Projection du film « De toda la vida », documentaire sur des femmes ayant participé à la révolution espagnole au Local anarchiste rennais à 20 h 30, 9 rue Malakoff.

LYON : L'Union locale de Lyon organise un débat à 15 heures sur « L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale » à la librairie La plume noire, 19, rue P. Blanc 69001.

samedi 22 février

LYON : L'Union locale de Lyon organise un débat à 15 heures sur « Qu'est-ce que le Front national et quelles luttes mener face aux idées d'extrême droite ? » à la librairie La plume noire, 19, rue P. Blanc 69001 (Tél. : 04 72 00 94 10).